

## Il a soixante ans (deuxième partie)\* :

# Dimitrov sur la dissolution du Komintern

par Kurt Gossweiler

*Dans une discussion avec des camarades réputés du DKP sur la dissolution du Bureau d'information communiste par Khrouchtchev au cours de laquelle je caractérisais cette dissolution comme une des mesures par lesquelles Khrouchtchev introduisait dans le mouvement communiste à la place du principe marxiste-léniniste de l'internationalisme prolétarien le «national-communisme» propagé par le parti de Tito, il me fut répliqué: «Alors tu dois adresser ce reproche tout d'abord à Staline puisqu'il a, sans rien demander à personne, ordonné en 1943 de sa propre autorité la dissolution de l'Internationale communiste et ainsi porté un coup sévère au mouvement communiste!»*

*Cette vision de la dissolution de le Komintern se trouve de façon dominante aussi bien dans le DKP que dans le PDS et naturellement chez tous les partis et groupuscules dévoués à Trotski.*

*Mais elle a aussi peu à voir avec la vérité que les deux légendes traitées précédemment et réfutées à l'aide des inscriptions du journal de Dimitrov.*

Ce qu'il en fut vraiment, nous l'apprenons de même de Dimitrov.

Fait partie de la préhistoire une loi des États-Unis signée par le président Roosevelt le 17 octobre 1940. Cette loi interdisait aux organisations aux É-U toute affiliation internationale. Était ainsi menacé de condamnation le Parti communiste des USA pour son appartenance à l'Internationale communiste. Son secrétaire général d'alors, Earl R. Browder, était à ce moment en prison. Il avait été condamné en janvier 1940 à une peine de quatre ans de prison pour «délit de passeport». Sur sa proposition le parti adressa une requête au CEIC - le comité exécutif de l'Internationale communiste - pour savoir s'il ne serait pas à propos d'échapper à l'interdiction du parti par la suppression de son appartenance à l'Internationale communiste. C'est à cette requête que se réfère visiblement la note suivante dans le journal de Dimitrov:

*«16.11.40: Ercoli (Togliatti), Marty et Gottwald chez moi à cause de la requête du PC d'Amérique en rapport avec leur congrès extraordinaire.*

*Nous sommes mis d'accord sur la réponse suivante: "S'il est absolu-*

\* La première partie est parue dans le numéro 85, de juin 2003

*ment nécessaire de prendre une décision sur la question de l'appartenance (de l'organisation du Komintern), alors une décision semblable doit souligner la fidélité du parti au marxisme-léninisme et à l'internationalisme prolétarien précisément au moment où le parti est contraint de rompre temporairement les relations formelles avec l'IC pour conserver la possibilité de travailler légalement.»* (p.319)

Cinq mois plus tard, en avril 1941 Dimitrov rapporte des propos de Staline dans le cercle des camarades dirigeants:

*«20.4.41: On trinquait aussi à ma santé. À cette occasion J.V. Staline dit: chez Dimitrov au Komintern des partis se retirent (allusion au parti américain). Ce n'est pas mauvais. Au contraire, on devrait faire des partis communistes des partis totalement indépendants au lieu de sections de l'IC. Ils doivent y devenir des partis communistes nationaux avec différentes appellations - parti ouvrier, parti marxiste etc.. Le nom n'est pas important. Ce qui est important c'est qu'ils prennent pied dans leur peuple et se concentrent sur leurs propres tâches spécifiques. Ils doivent avoir un programme communiste, doivent s'appuyer sur une analyse marxiste, ne pas toujours regarder vers Moscou mais résoudre indépendamment*

*dans chaque pays respectif les tâches concrètes pendantes ... Car la situation et les tâches sont complètement différentes dans les divers pays... Si les partis communistes se renforcent de cette façon alors ils pourront reconstruire leur organisation internationale.*

*L'Internationale fut fondée du temps de Marx dans l'attente d'une révolution internationale à venir. Le Komintern fut créée sous Lénine de même dans une période semblable. À présent les tâches nationales s'avancent pour chaque pays au premier plan. Cependant que les partis communistes soient subordonnés au comité exécutif de l'IC comme sections d'une organisation internationale est un handicap...*

*Ne vous accrochez pas à ce qui était hier. Considérez de façon conséquente les conditions nouvellement surgies...*

*Dans les conditions actuelles l'appartenance des partis communistes au Komintern facilite leur persécution par la bourgeoisie et favorise leur plan de les isoler des masses de leur propre pays; les partis communistes seront empêchés de se développer de manière autonome et de résoudre leurs tâches comme partis nationaux.»*

(Suite page 29)

(Suite de la page 28)

**Conclusion de Dimitrov:**

«la question de la poursuite de l'existence de l'IC dans la prochaine période et après les nouvelles formes de liaisons et de travail internationaux dans les conditions de la guerre mondiale a été posée clairement et exactement.» (p.374)

À propos de la consultation sur cette question Dimitrov se réunit avec les camarades dirigeants du CEIC:

«21.4.41: Ai confronté Ercoli et Maurice (Thorez) à la question de savoir si le CEIC devait cesser son activité comme instance dirigeante pour les partis communistes dans la prochaine période et devait garantir aux partis communistes isolés une pleine autonomie; si l'on devait les transformer en véritables partis nationaux des communistes des pays respectifs qui certes guidés par un programme communiste mais qui résoudraient leurs tâches concrètes à leur manière, correspondant aux conditions dans leurs pays et qui seraient responsables eux-mêmes de leurs décisions et de leur action. À la place du CEIC - un organe d'information et de soutien idéologique et politique des partis communistes.

Les deux pensaient qu'il était fondamentalement juste de poser la question et que cela correspondait totalement à la situation actuelle du mouvement ouvrier international.» (p.375)

Quelque temps plus tard Dimitrov mena à bonne fin avec D. S. Manuilski et A. A. Jdanov d'autres consultations sur cette question:

«12.5.41: Discussion avec D. S. Manuilski sur la façon de justifier la décision de suspendre l'activité du CEIC. Avec ce remaniement sont liées de nombreuses questions floues et importantes.

Au CC (chez Jdanov). Avons parlé du Komintern.

1) la décision doit être justifiée principalement puisque nous devons livrer à l'étranger de même qu'à nos

communistes soviétiques une explication plausible. Le Komintern a une grande histoire et il cesse brusquement d'exister et d'agir comme centre international homogène.

Dans la décision on devrait au préalable prendre en considération tous les coups possibles de l'adversaire, par ex. qu'il s'agirait là d'une prétendue manœuvre ou que les communistes auraient abjuré l'internationalisme et la révolution prolétarienne internationale. Notre argumentation doit être telle qu'elle conduise à un essor chez les partis communistes et non qu'elle suscite la démoralisation et l'incertitude ...

Les idées de l'Internationale Communiste sont profondément enracinées dans les rangs des couches dirigeantes de la classe ouvrière dans les pays capitalistes. Dans l'étape actuelle il est nécessaire que les partis communistes se développent comme partis nationaux autonomes. Après une apogée du mouvement communiste national dans les pays respectifs ressurgira dans la prochaine étape une organisation communiste internationale sur une base plus large et plus solide.

Il faut clarifier que la dissolution du CEIC ne signifie aucun renoncement à la solidarité prolétarienne internationale. Au contraire - seules les formes d'apparition et les méthodes changent afin que les formes et les méthodes correspondent mieux à l'étape actuelle du mouvement ouvrier international.

2) Cette démarche doit être absolument sérieuse et conséquente. On ne doit pas changer d'habit mais laisser tout le reste en l'état, c.-à-d. que le CEIC est certes dissout mais continue en fait d'exister sous une autre forme comme centre international dirigeant.

3) Très importante est la question à l'initiative de qui cela se produit: sur la propre initiative de la direction ou sur proposition d'une série de partis communistes. La dernière solution est vraisemblablement meilleure.

4) La chose n'est pas pressée; on ne devrait pas la précipiter mais la discuter et la préparer sérieusement.

Trois questions nécessitent la discussion:

a) comment doit-on la justifier principalement

b) qui doit prendre l'initiative de la décision.

c) comment poursuivre l'héritage de l'IC?

5) En tout cas le mouvement communiste peut atteindre de gros avantages par cette démarche:

- tous les pactes anti-Komintern perdent leur fondement;

- l'atout majeur de la bourgeoisie devient caduc: à savoir que les communistes seraient aux ordres d'un centre étranger et seraient ainsi des "traîtres";

- le PC renforcera dans chaque pays son autonomie et se transformera en un véritable parti populaire de son pays;

- l'entrée dans le PC de ces militants ouvriers qui ne veulent pas entrer maintenant parce qu'ils sont d'avis qu'ils s'éloigneraient ainsi de leur peuple» (p.386) sera facilitée.

Six semaines avant l'attaque de l'Allemagne nazie contre l'Union soviétique, comme l'on voit, la dissolution de l'IC était donc pour ainsi dire décidée. Le commencement de la guerre patriotique contre l'Allemagne fasciste passait sur l'avant-scène de façon compréhensible, devant toutes les autres questions.

En outre la conduite des partis communistes par le CEIC dans les conditions totalement changées de l'alliance de l'Union soviétique, de la Grande-Bretagne et des États-Unis pour une certaine période prit encore une fois une grande importance comme on le montrera dans le prochain chapitre.

(Suite page 30)

(Suite de la page 29)

Ce n'est qu'après la grande victoire de l'Armée rouge à la bataille de Stalingrad dans laquelle les armées de l'Allemagne fasciste furent amenées définitivement sur la voie de la défaite, en mai 1943, que se retrouve dans le journal de Dimitrov la première allusion, depuis l'attaque fasciste, concernant la dissolution de l'Internationale communiste:

*«8.5.43: De nuit avec Manuilski chez Molotov. Nous sommes entretenus de l'avenir du Komintern. Sommes parvenus à la conclusion que le Komintern comme centre de direction pour les partis communistes dans les conditions actuelles est un obstacle à son propre développement et à l'accomplissement de ses tâches spécifiques. On élabore un document pour la dissolution de ce centre.»*

De ce 8 mai 1943 jusqu'au 22 mai 1943 il ne se passe pas de jour où ne soit inscrite une notice dans le journal de Dimitrov sur des délibérations à propos de cette question. Le 11 mai 43 un projet de déclaration du présidium du CEIC rédigé par Dimitrov et Manuilski est porté à la connaissance de Staline qui en est d'accord.

Ce projet fut délibéré plusieurs fois au présidium du CEIC et rédigé dans sa version définitive le 20 mai 1943, le 21 mai 1943 accepté unanimement par le bureau politique du PC d'URSS et publié le 22 mai 1943 dans la Pravda comme *Communication du présidium du Comité exécutif de l'Internationale communiste*.

Il avait la teneur suivante:

*«Le rôle historique de l'Internationale communiste qui avait surgi en 1919 en résultat de l'effondrement politique de l'énorme majorité des vieux partis ouvriers de l'avant-guerre consistait en la défense des enseignements du marxisme contre leur aplatissement et leur distorsion par des éléments opportunistes du mouvement ouvrier. Il consistait à favoriser dans une série de pays la fusion de l'avant-garde des ouvriers progressistes dans de véritables partis ouvriers, à les aider à mobiliser*

*les masses des travailleurs pour la défense de leurs intérêts politiques et économiques, pour le combat contre le fascisme et la guerre préparée par lui, à soutenir l'Union soviétique comme principal appui contre le fascisme. L'Internationale communiste a dévoilé au bon moment la véritable signification du 'pacte anti-Komintern' dont se servaient les hitlériens comme instrument de préparation à la guerre. Bien avant le Komintern infatigablement dénonçait le travail de sape honteux des hitlériens dans les autres États, qu'ils masquaient avec leurs criaileries sur la soi-disant ingérence de l'Internationale communiste. Longtemps avant la guerre il devint de plus en plus clair qu'avec la complexité croissante aussi bien de la situation intérieure qu'extérieure des différents pays la solution des tâches du mouvement ouvrier de chaque pays par les forces d'un quelconque centre international se heurterait à des difficultés insurmontables. Cette différence des voies historiques de développement des différents pays du monde, le caractère différencié, voire même le contraste de leur structure, la différence de niveau et de rythme de leur évolution sociale et politique, finalement la différence de degré de conscience et d'organisation des travailleurs font que différentes tâches s'imposent à la classe ouvrière des différents pays. Tout le déroulement des événements dans le quart de siècle écoulé et l'expérience acquise par l'Internationale communiste ont montré de façon convaincante que la forme d'organisation choisie au 1<sup>er</sup> Congrès de l'Internationale communiste pour l'unification des travailleurs et qui correspondait aux exigences de la période initiale de renaissance du mouvement ouvrier, se survivait de plus en plus avec la croissance du mouvement ouvrier dans les différents pays et la complexité de leurs tâches, devenait même un obstacle au renforcement ultérieur des partis ouvriers nationaux.*

*La guerre mondiale, déchaînée par les hitlériens a accentué encore*

*plus les différences dans la situation des différents pays, elle a creusé un profond fossé entre les pays porteurs de la tyrannie hitlérienne et les peuples épris de liberté qui se sont fondus dans la puissante coalition anti-hitlérienne. Tandis que dans les pays du bloc hitlérien la tâche principale des travailleurs, des ouvriers et de tous les hommes honnêtes consiste à collaborer de tout côté à la défaite de ce bloc en minant la machine de guerre hitlérienne, à contribuer à la chute des gouvernements responsables de la guerre, dans les pays de la coalition anti-hitlérienne il est un devoir sacré des larges masses populaires et avant tout des travailleurs progressistes de soutenir de tout côté les efforts de guerre des gouvernements de ces pays pour fracasser au plus vite le bloc hitlérien et assurer la collaboration des nations sur la base de l'égalité des droits. En cela il ne faut pas perdre de vue que quelques pays ralliés à la coalition anti-hitlérienne ont aussi leurs propres tâches. Ainsi par exemple dans les pays occupés par les hitlériens et privés de leur indépendance étatique, la tâche principale des travailleurs progressistes et des larges masses populaires consiste dans l'épanouissement de la lutte armée qui pour la transformer en guerre de libération nationale contre l'Allemagne d'Hitler. Conjointement la guerre de libération des peuples épris de liberté contre la tyrannie hitlérienne a mis en mouvement les plus larges masses populaires qui sans distinction de parti ou d'appartenance religieuse ont rejoint les rangs de la puissante coalition anti-hitlérienne, et a visiblement montré que l'élan national et la mobilisation des masses peuvent être réalisés pour la victoire la plus rapide sur l'ennemi par l'avant-garde du mouvement ouvrier de chaque pays de la meilleure et plus fertile façon dans le cadre de leur État.*

*Déjà le VII<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste en 1935 prenait en compte les changements qui s'étaient produits avant lui, aussi*

(Suite page 31)

(Suite de la page 30)

bien dans la situation internationale que dans le mouvement ouvrier et qui exigeait une grande mobilité et autonomie des sections de l'Internationale communiste. Il soulignait la nécessité que l'exécutif de l'Internationale communiste lors de la rédaction de la résolution sur toutes les questions du mouvement ouvrier devait partir des conditions concrètes et des particularités de chaque pays respectif et éviter toute intervention directe dans les affaires organisationnelles internes des partis communistes.

L'Internationale communiste prit en compte ces considérations lorsqu'elle eût connaissance de la décision du Parti communiste des États-Unis d'Amérique en novembre 1940 de sortir des rangs de l'Internationale communiste et l'approuva. Les communistes guidés par les enseignements des fondateurs du marxisme-léninisme n'ont jamais été des partisans du maintien de formes d'organisations obsolètes. Ils ont toujours soumis les formes d'organisation et les méthodes de travail de ces organisations aux intérêts politiques fondamentaux du mouvement ouvrier tout entier, aux particularités de la situation historique concrète donnée et aux tâches émanant directement de cette situation. Ils se souviennent de l'exemple du grand Marx qui rassembla les travailleurs progressistes dans les rangs de l'Association internationale des travailleurs, et après l'accomplissement de sa tâche historique par la Première Internationale - créer les fondements du développement du parti ouvrier dans les pays d'Europe et d'Amérique. En conséquence de la nécessité parvenue à maturation de créer des partis ouvriers nationaux de masse, il a fallu passer à la dissolution de la Première Internationale, puisque cette forme d'organisation ne correspondait plus aux besoins.

Partant des considérations présentes, en prenant en compte la croissance et la maturité politique des partis communistes et de leurs cadres dirigeants dans les pays res-

pectifs aussi bien qu'en considération du fait que lors du déroulement de la présente guerre une série de sections ont soulevé la question de la dissolution de l'Internationale communiste comme centre dirigeant du mouvement ouvrier international, le Présidium du Comité exécutif de l'Internationale communiste s'autorise - puisque'il n'a plus dans les conditions de la guerre mondiale la possibilité de convoquer le Congrès de l'Internationale communiste et lui soumettre la proposition suivante aux sections de l'Internationale communiste pour approbation:

*Dissoudre l'Internationale Communiste comme centre dirigeant du mouvement ouvrier international et délier les sections de l'Internationale communiste des obligations résultant du statut et des décisions de celle-ci.*

*Le présidium du Comité exécutif de l'Internationale Communiste appelle tous les adhérents de l'Internationale communiste à concentrer toutes leurs forces au soutien unilatéral et à la participation active à la guerre de libération des peuples et des États de la coalition anti-hitlérienne pour l'écrasement le plus rapide de l'ennemi mortel des travailleurs - du fascisme allemand, de ses alliés et vassaux.»*

Cette déclaration fut adressée à toutes les sections du Komintern pour prise de position, tous les partis sans exception l'approuvèrent.

À la date du 29.5.43 Dimitrov nota la teneur de la déclaration d'approbation des partis communistes de Grande-Bretagne, d'Australie et de Yougoslavie; et la teneur d'une interview que Staline avait donné à propos de la dissolution de le Komintern à King, correspondant de l'agence Reuter à Moscou.

«8.6.43: Avons mené la dernière session du présidium du CEIC.

1. Avons constaté que toutes les sections ont salué unanimement la proposition de dissolution du Komintern et qu'aucune section n'a soulevé d'objection contre cette proposition.

2. Avons déclaré la dissolution du Comité exécutif du Komintern, de son présidium et du secrétariat aussi bien que de la Commission de contrôle internationale.

10.6.43: Dans la Pravda notre communiqué sur la décision du présidium du 8 juin 1943 a été publié.»

Autant donc la documentation que les notes de Dimitrov dans ses journaux sur l'histoire de la dissolution du Komintern détruisent fondamentalement la légende de la «brusque dissolution de l'Internationale communiste par un seul décret de Staline».

La vérité est: c'est la loi aux É-U d'octobre 1940 qui menaçait d'interdiction le PC des É-U - pour le cas où il continuerait à être une section du Komintern qui donna l'impulsion à la réflexion sur la dissolution. Le premier pas vers la dissolution fut alors la suppression qui s'en suivit de la liaison du PC des É-U avec l'Internationale communiste

La raison décisive de la dissolution du Komintern était d'une part les conditions objectives modifiées - parmi lesquelles la poursuite d'une direction centrale du travail des partis communistes serait devenue un obstacle à la poursuite de leur croissance et à l'approfondissement de leur liaison avec les travailleurs de leurs pays respectifs, et d'autre part la conviction qu'entre-temps les partis communistes avaient mûri pour devenir des partis marxistes-léninistes n'ayant plus besoin de la direction d'une centrale.

La dissolution se produisit après une consultation d'un an du présidium du CEIC et avec approbation de toutes les sections de l'IC d'une manière indéniablement démocratique. La dissolution de l'IC ne fut donc en aucune manière un manquement à l'internationalisme puisque l'internationalisme fut une composante essentielle de chaque parti marxiste-léniniste véritable, indépendamment de la forme organisationnelle respective de leur collaboration. Cela fut en outre expres-

(Suite page 32)

(Suite de la page 31)

sément envisagé pour l'avenir aussi bien par Staline que par le présidium du CEIC de recréer dans des conditions nouvelles une organisation internationale des partis communistes dans la forme qui correspondrait alors à la situation existante.

Comme on le sait, en septembre 1947 le Bureau d'information des partis communistes et ouvriers fut fondé à une conférence à Varsovie parce que - comme il était dit dans le communiqué de la conférence - le manque de contact entre les partis représentés à la conférence avait suscité des phénomènes négatifs. Ce Bureau d'information avait pour tâche l'organisation d'échanges d'expérience entre les partis et au besoin la coordination de leur activité sur la base d'un accord réciproque.

Les participants à la conférence, membres fondateurs du rassemblement appelé en abrégé «Bureau d'information» étaient des représentants de partis communistes au pouvoir - PC d'URSS, PC de Bulgarie, PC de Yougoslavie, Parti ouvrier polonais, PC de Roumanie, PC de Tchécoslovaquie, PC de Hongrie et de deux partis communistes d'Europe de l'Ouest, du PC de France et du PC d'Italie.

Le Bureau d'information eût une vie de neuf ans. Sa fin se distingua fondamentalement de la fin de l'Internationale communiste. Certes extérieurement la forme fut préservée: dans la «communication d'information sur la suspension de l'activité du Bureau d'information des partis communistes et ouvriers» la dissolution est justifiée de même par de «nouvelles conditions pour l'activité des partis communistes et ouvriers» et formule: «Le Comité central des partis communistes ouvriers appartenant au Bureau d'information ont pratiqué un échange d'opinion sur les questions de son activité et reconnu que le Bureau d'information fondé par eux en 1947 a épuisé sa fonction; dans ce contexte ils ont d'un commun accord pris la décision de suspendre l'activité du Bureau d'information ...

et de suspendre la parution de son organe, le journal 'Pour une paix durable, pour la démocratie populaire.'»

À présent se pose la question: qu'est ce qui a donc changé de si fondamental depuis le 14 décembre 1955 et le 17 avril 1956 pour passer de la défense de l'existence du Bureau d'information à l'opinion qu'il «aurait épuisé sa fonction»?

Le 14 décembre 1955 Khrouchtchev et Boulganine tinrent en effet à New Delhi en commun une conférence de presse au cours de laquelle Boulganine prit position comme suit:

*«Parfois on se pose la question si l'on ne pourrait pas liquider d'une manière ou d'une autre le 'Kominform'. Pour quelle raison les partis communistes devraient-ils donc renoncer à une forme universellement reconnue de relation et de collaboration internationales? Pourquoi ceux qui ont soulevé la question d'une liquidation du 'Kominform' n'ont-ils rien contre l'activité de l'Internationale socialiste qui unit les partis sociaux-démocrates? Pourquoi leur paraît-il naturel et justifié que les capitalistes se réunissent en monopoles internationaux et confèrent régulièrement pour pratiquer leurs affaires en commun tandis que l'on exige de la classe ouvrière de renoncer à la grande devise de la solidarité internationale déjà prononcée par Marx et Engels 'Proletaires de tous les pays, unissez-vous!' correspondant aux intérêts les plus personnels de tous les travailleurs?»*

Ce fut pourtant une défaite parfaite pour ces seigneuries occidentales de qui le Kominform - la terminologie usuelle à l'Ouest pour le Bureau d'information avait été si longtemps une épine dans le pied! Comment cela n'était-il plus valable quatre mois plus tard? Qu'est ce qui avait donc si profondément changé?

Il n'y a qu'une seule réponse à cela: entre-temps le XX<sup>e</sup> Congrès du PC d'URSS avait eu lieu et avait engagé le tournant en s'éloignant de la politique léniniste de lutte contre l'impérialisme dans le but d'en triom-

pher par la politique de réconciliation et de «coexistence» durable et pacifique avec l'impérialisme, donc un éloignement de la politique révolutionnaire de lutte de classe intransigeante dans l'esprit du *Manifeste communiste* pour une politique révisionniste de conciliation de classe.

Le Bureau d'information des partis communistes et ouvriers était composé de telle sorte qu'il pouvait devenir un centre de résistance contre l'application de ce tournant dans le mouvement communiste mondial. La contrainte qu'exerçait aussi le Bureau d'information sur la direction du PC d'URSS d'harmoniser ses propres décisions avec les partenaires dans un organe de délibération collectif, voilà la fonction désignée comme «épuisée» - Il devait donc disparaître! Khrouchtchev avait besoin d'avoir la voie libre pour sa réconciliation en juin 1955 avec Tito et ensuite pour sa tactique surprise utilisée avec succès au XX<sup>e</sup> Congrès de placer devant le fait accompli les autres partis communistes et ainsi devant l'alternative: obéissance ou rupture avec le PC d'URSS! Ce que le refus de l'obéissance aurait comme conséquence, on le présenta à tous en 1960 avec l'exemple de la rupture de l'Albanie et de la Chine. Mais cela ne fut possible à la direction révisionniste parce qu'il n'y avait plus aucun organe collectif du mouvement communiste ...

[Traduit par Jean-Pierre LE NIR]